

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—États-Unis, \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XI.

No. 1.

Prix du numéro, 7 centimes.—Annonces, la ligne, 10 centimes.
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par bons sur la poste.

JEUDI, 1er JANVIER 1880

AVIS IMPORTANTS

L'Opinion Publique est imprimée et publiée tous les jeudis par la COMPAGNIE DE LITHOGRAPHIE BURLAND (limitée), à ses bureaux, Nos. 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

Le prix d'abonnement pour ceux qui paient d'avance, ou dans le cours des trois premiers mois, est de TROIS PIASTRES par année pour le Canada et TROIS PIASTRES ET DEMI pour les États-Unis; mais on exige de ceux qui ne se conforment pas à cette règle \$3.25 par année s'ils ne paient qu'au bout de six mois, et \$3.50 s'ils ne règlent qu'à la fin de l'année.

Les lettres d'abonnements ou traitant d'autres affaires doivent être adressées à G.-B. BURLAND, Gérant, ou : "Au Gérant de L'Opinion Publique, Montréal."

Adresser les correspondances littéraires : "Au Rédacteur de L'Opinion Publique, Montréal."

Si une réponse est demandée, il faut envoyer une estampille pour en payer le port.

Lorsqu'on veut obtenir des exemplaires extra du journal, le prix de ces exemplaires, en estampilles ou autres valeurs, doit accompagner la demande.

Nos abonnés à Montréal sont priés de nous faire connaître toute irrégularité dans le service du journal.

ÇA ET LÀ

Un correspondant du *Journal de Québec* dit qu'on devrait avoir, dans la province de Québec, une école spéciale pour mettre nos compatriotes en état de remplir quelques-uns des principaux emplois sur les chemins de fer. Il n'y a pas de doute que l'éducation pratique a fait beaucoup de progrès depuis quelques années parmi nous, mais il reste encore beaucoup à faire.

Le *Times* de New-York constate que l'éloquence de la chaire est très-pauvre aux États-Unis et qu'en général les ministres protestants ont une manière ennuyeuse de dire les meilleures choses. Il regrette que les gens qui vont à l'église ne soient pas mieux servis, et croit que des sermons plus agréables seraient plus utiles.

Un journal américain dit qu'il est sérieusement question d'élever un monument à notre premier père Adam. C'est le cas de dire : mieux vaut tard que jamais. Il n'y a que les Américains pour avoir une idée comme celle-là. La grande question va être de reconstituer le père Adam de manière à ce qu'il puisse se reconnaître. Ceux qui auraient quelque photographie du père des hommes sont priés de le faire savoir.

On dit que la princesse Louise revient au Canada avec le projet d'établir une cour à Ottawa. On importerait bien entendu de l'Angleterre les principaux éléments et le personnel de ce simulacre de cour. Nous sommes bien démocrates et bien pauvres pour qu'on nous fasse un tel honneur, et ce sera guère le moyen

d'obtenir des États-Unis les relations commerciales sans lesquelles le Canada, la province de Québec surtout, ne sera jamais prospère. On compte, sans doute, sur nous pour cela comme pour tirer le fameux dernier coup de canon en faveur de l'Angleterre.

Un journal américain dit qu'on trouve souvent parmi les filles de vingt-cinq à trente ans les plus jolies et surtout les plus aimables femmes. De seize à dix-huit et vingt ans, une jeune fille est sans doute généralement plus piquante, plus agaçante, mais c'est encore une enfant manquant de l'expérience et de la réflexion nécessaires à une femme mariée. Il croit donc qu'un homme sage devrait souvent prendre sa femme parmi les filles de vingt-cinq à trente ans. Nous sommes sûr que plusieurs de nos aimables lectrices approuveront la manière de voir de ce journal.

Les pères et mères de familles avaient autrefois le plaisir d'assister, dans les couvents, à des séances intéressantes et instructives où ils pouvaient constater les progrès faits par leurs enfants. Ces séances publiques sont prohibées maintenant, la distribution des prix même se fait privé-ment. Il n'y a pas de doute que ces séances publiques étaient pour un grand nombre de personnes extravagantes une source de dépenses, et que pour faire briller leurs filles, elles faisaient des folies. La vanité est si sottise dans notre pays ! Nous savons que les raisons du changement qu'on a opéré sont excellentes, mais ces séances publiques étaient un mobile puissant d'émulation pour les enfants et une grande satisfaction pour les parents. Les parents admettent que le changement doit être bon puisqu'on l'a fait, mais ils ne peuvent s'empêcher de regretter le temps passé.

Le *Courrier du Canada* a publié un tableau qui prouve que les Canadiens-français sont loin d'avoir leur part légitime de patronage sur le chemin de fer provincial, dans les trois principaux départements. Sur 84 employés il y en a 56 d'origine anglaise ou irlandaise recevant \$2,880 par mois, et 26 d'origine française recevant \$946 par mois.

Les autres emplois secondaires sont divisés comme suit : 115 Canadiens-anglais et 151 Canadiens-français ; la somme de salaire est cependant à peu près égale !

Ces relevés, joints à ceux du *Courrier de Montréal*, démontrent clairement que partout à Ottawa comme à Québec, dans l'administration des affaires publiques et municipales, à la corporation de Montréal comme au chemin de fer du Nord, partout nos compatriotes d'origine anglaise ont la part du lion. On ne dirait pas que c'est nous qui formons la grande majorité de la population de cette province, que le Bas-Canada est un pays français.

Il y a sept ou huit ans, des tableaux de même nature furent publiés, des protestations éloquentes retentirent d'un bout du pays à l'autre, mais on laissa passer l'orage et les choses allèrent comme auparavant.

Nous disions, il y a deux ou trois semaines, qu'un temps viendrait où nous devrions faire le bilan de ce que la pro-

vince de Québec a donné à la Confédération et de ce qu'elle en a eu. Le *Herald* de Montréal vient d'émettre la même opinion à propos de la vente du chemin de fer provincial. Il dit que considérant les avantages faits aux autres provinces par l'acte fédéral, la province de Québec aurait bien le droit d'obtenir quelque compensation qui l'aiderait à sortir des embarras où elle se trouve. Le *Globe* et les journaux d'Ontario combattent naturellement cette idée et trouvent absurde qu'on songe à faire payer par le gouvernement fédéral les dettes contractées par les provinces dans un but d'intérêt local. Il n'y a pas de doute que c'est la manière de voir de sir John comme de M. Mackenzie, et que les chefs des deux partis s'uniront pour empêcher qu'aucune demande de cette nature ne soit écoutée.

La Nouvelle-Ecosse et le Nouveau-Brunswick ont eu des *better terms* en montrant les dents, la Colombie exige que nous nous ruinions pour construire le chemin de fer du Pacifique ; mais la province de Québec, elle, n'obtiendra rien, soyons en sûrs. On lui dira : "Taxez-vous ou consentez à l'union législative." Fero-nous comme la Nouvelle-Ecosse et la Colombie qui ont dit : "Donnez-nous ce que nous voulons ou nous sortons de la Confédération." Non, nous sommes trop doux pour tenir un langage aussi violent.

Mardi soir de la semaine dernière, a eu lieu l'inauguration d'une société d'économie politique. Le but de cette société est d'obliger des gens qui se redoutent et se jugent mal, à se voir, se connaître, à s'asseoir à la même table et à discuter ensemble avec calme et franchise les grandes questions d'intérêt public. Il y avait là des gens de tout âge, de toutes les classes et de toutes les opinions. Ceux qui ont pris la parole, conservateurs et libéraux, se sont accordés à dire que le temps était arrivé de discuter sérieusement et courageusement les questions qui intéressent si vivement l'avenir du pays, savoir : l'union législative, la fédération impériale, l'indépendance, l'annexion, etc., etc. Tous n'ont eu qu'une voix pour dire qu'il fallait sonder les voies de l'avenir, étudier les moyens de rendre notre pays prospère. Certes, c'est à nous surtout, Canadiens-français, à nous qui voyons nos compatriotes continuer d'émigrer par centaines tous les jours aux États-Unis, qu'il appartient de chercher la solution du problème de nos destinées. L'intérêt personnel et l'amour de nos enfants devraient nous engager à nous demander où nous allons et ce que nous allons devenir. Si les Anglais eux-mêmes sont effrayés, que ne devons-nous pas craindre ? La protection est un pas dans la bonne voie, mais ce n'est pas tout ce qu'il nous faut. Son meilleur effet sera de nous conduire à la conviction que seuls le marché, le capital et l'esprit d'entreprise américains nous donneront la prospérité.

Une assemblée a eu lieu à Montréal, dans le but de prendre en considération la situation de l'Irlande, et d'adresser à Sa Majesté la reine une requête la priant de faire adopter des lois propres à remédier aux injustices dont les fermiers ou tenanciers souffrent dans ce pays. Cette assemblée, qui n'avait pas été annoncée suffi-

samment, n'était pas aussi nombreuse qu'elle aurait dû être, mais elle a été très-paisible et les discours modérés.

Les Canadiens-français étaient représentés à cette assemblée par MM. Coursol, Dubamel, J.-L. Beaudry, Thibaut et Jeanotte qui prirent la parole et prononcèrent des paroles de sympathie pour les souffrances de l'Irlande.

Le fait est que cette pauvre Irlande mérite bien les sympathies du monde civilisé. Il y a si longtemps qu'elle lutte et qu'elle souffre ! Ce qui nous surprend, nous, ce n'est pas que les Irlandais se soient soulevés de temps à autre pour briser leurs chaînes, mais qu'ils ne se soient pas agités de manière à réussir, qu'ils ne se soient pas fait tuer jusqu'au dernier plutôt que de vivre dans un si triste état d'abjection. Nous parlons surtout de l'époque où, privés de tous droits civils et politiques, traités comme des bêtes de somme, ils ne pouvaient avoir d'autre ambition que celle de ne pas mourir de faim en travaillant jour et nuit pour leurs seigneurs et maîtres, les propriétaires du sol. Ils ont réussi, depuis un siècle, à obtenir beaucoup de réformes, à briser plusieurs anneaux de leurs chaînes, mais leur condition matérielle s'est peu améliorée. Ils meurent encore de faim pour faire vivre en Angleterre, au sein de l'opulence, les riches propriétaires de la plus grande partie du sol. Il y a dans ce pays si fertile, cinq à six cent mille paysans ou fermiers qui travaillent du matin au soir depuis le commencement de l'année jusqu'à la fin, pour être capables de payer leur fermage, sans aucun espoir de pouvoir jamais acquérir un pouce de terre, exposés tous les ans à être jetés dans le chemin, privés même de l'espérance de rendre leur sort meilleur en augmentant par leur industrie les revenus des terres qu'ils cultivent.

C'est pour mettre fin à un état de choses aussi lamentable que les Irlandais s'agitent en ce moment. Certes, si nous étions à leur place, nous nous agiterions autant qu'eux, et peut-être même n'aurions-nous pas enduré si longtemps ce qu'ils ont souffert.

L.-O. DAVID.

LA POLITIQUE EN ACTION

Nous n'en avons pas encore fini avec la question de la pratique et de la théorie, et avec le parallèle de MM. Cartwright et Tilley. L'*Eclair* est venu à la rescousse de la *Patrie*, qui pourtant paraissait pouvoir se tirer assez bien d'affaire toute seule.

M. Gélinas, essaie de déprécier MM. Cartwright et Mackenzie, et d'élever M. Tilley aux nues en disant que les premiers sont des théoriciens, pendant que le ministre des finances du cabinet Macdonald est un homme pratique.

Nous demanderons à M. Gélinas ce qu'il entend par un financier pratique. Est-ce un homme qui a été dans les affaires ? D'abord, si c'est cela qu'il veut dire, il aura de la peine à trouver des financiers pratiques en Angleterre. Pour ne pas remonter plus haut, lord Beaconsfield, M. Gladstone, M. Lowe, Sir Stafford Northcote, qui ont été successivement ministres des finances en Angleterre, n'avaient jamais été dans les affaires, et deux d'entre eux n'étaient que des écrivains. Et pourtant, N. Gélinas admettra que, comme financier, ils valent M. Tilley ! Sir Francis Hincks, qui est reconnu comme le premier financier que nous ayons eu, n'était que journaliste quand il a commencé à s'occuper des finances.

Notre confrère continue sur ce ton pendant deux colonnes.